

DEUXIEME PARTIE

Cette seconde partie est née avant tout des troubles provoqués chez le chercheur par son implication sur le terrain ; et de l'envie de dire quelque chose à propos des éternels absents de ces réunions : les habitants. « La science, comme le dit Callon en s'interrogeant sur la place du sociologue dans la cité, ne naît pas d'une prise de distance, ce mot d'ordre rabâché n'a aucun sens. Elle est engendrée par le double mouvement de la coopération et du transport, de l'attachement et du détachement (...) »¹⁷². « Au lieu de nous laisser écraser par des responsabilités qui nous dépassent et qui nous accablent, ajoute-t-il à l'intention des sociologues, au lieu d'avoir devant les yeux cette terrible interrogation, source de tant de malheurs et d'erreurs : que faire ?, laissons nous guider par ces simples questions que nous avons à résoudre au jour le jour : à qui décidons-nous de nous attacher ? de qui est-il temps de se détacher ? comment organisons-nous ce détachement (...) ? Je ne dis pas que les réponses à ces questions sont évidentes ; je dis qu'elles sont tout simplement à notre portée, et que, dans les solutions que nous inventons, nous avons le droit à l'erreur sans risquer autre chose que notre propre peau »¹⁷³.

C'est le risque que choisissons de courir en quittant les salles de réunion des promoteurs de santé pour nous aventurer dans les rues de la ville à la recherche d'habitants pas trop récalcitrants. Il faut au moins qu'on essaye de savoir ce que le mot « santé » peut bien signifier pour les 75.000 d'entre eux qui peuplent La Louvière. De plus, nous souhaitons démontrer par là qu'il est nécessaire pour le tout petit monde de la promotion de la santé d'associer à son dialogue intérieur les personnes qu'il tente d'intéresser. Si la promotion de la santé tend à la déconnexion, l'innovation consisterait à créer un lien improbable avec les publics concernés. Première découverte : la santé est une expérience qui s'éprouve quotidiennement. On avait presque fini par l'oublier.

¹⁷² CALLON, "Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement", p. 75. Il parle entre autre dans cet article de son travail avec Vololona RABEHARISOA, également sociologue, sur la coopération entre la recherche et un collectif de malades: l'Association Française contre les Myopathies.

¹⁷³ Ibid., p. 77.

Chapitre 1 : décors ?

Lorsqu'on interroge des habitants de La Louvière sur leur santé, ils nous disent comment ils vivent à La Louvière. Ce phénomène n'a rien de surprenant. Les anthropologues qui s'intéressent aux représentations de la maladie ou de la santé¹⁷⁴ font ce constat que l'une et l'autre se disent dans le langage des relations entre l'individu et la société. Mais ce qui nous intéresse ici est moins une affaire de représentations que d'expérience¹⁷⁵. Il nous importe moins de savoir comment des habitants de La Louvière se représentent la santé, que de découvrir comment ils la vivent, pour autant que cette question, classique en ce qui concerne la maladie mais rarement formulée en ce qui concerne la santé, ait encore un sens. Nous pensons en effet qu'il est temps maintenant de souligner le contenu dynamique, changeant, évolutif, vivant que recouvre la notion de santé, si l'on souhaite que les programmes de promotion de la santé atteignent un jour leur public-cible. Enregistrer indéfiniment à coup de forums et de groupes d'échange ou à coup d'études sociologiques et anthropologiques, les représentations de la santé, risque bien de nous écarter toujours plus de son vécu et d'entretenir à terme la déconnexion. Pendant qu'un monde est imaginé, projeté, fait ou défait en vue d'être réalisé par les professionnels de la promotion de la santé, des habitants font l'expérience d'un autre tous les jours. Et c'est de ce monde là dont il doit maintenant être question.

Certes, le groupe de dix-huit Louviérois constitué pour nous aider à poursuivre notre enquête est tout à fait artificiel¹⁷⁶. Il ne répond pas à des normes d'échantillonnage statistique mais seulement à un toute-boîte distribué dans 30.000 foyers de l'entité. Pourtant, tout ce que ces habitants nous disent de leur santé, renvoie à un vécu souvent douloureux ou du moins « une expérience forte » dans laquelle tous diront se

¹⁷⁴ HERZLICH, *Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale*, F. LAPLANTINE, *Anthropologie de la maladie. Etude ethnologique des systèmes de représentations étiologiques et thérapeutiques dans la société occidentale contemporaine* (1986).

¹⁷⁵ Voir F. DUBET, *Sociologie de l'expérience* (1994).

¹⁷⁶ Se référer aux annexes méthodologiques pour plus de précision en ce qui concerne ce nouveau dispositif d'enquête.

reconnaître à la fin de la recherche. La description que nous en donnons ici essaye de rendre compte le plus fidèlement possible de la façon dont les échanges se sont structurés au cours de l'analyse. Nous pensons que ce processus n'est pas sans lien avec la façon dont chacun peut faire l'expérience de sa santé, dans un mouvement de déprise et de reprise constante du monde.

1. De la menace à la plainte

a. Une menace sans visage

Dès la première réunion, les habitants disent que leur santé est menacée. Ils complètent chacun à leur tour la liste toujours plus longue de « tout ce qui nuit à leur santé » : la pollution des usines toutes proches, la laideur des façades décrépies, le bruit des jeunes qui traînent tard le soir dans la rue, l'obscurité d'un parc mal éclairé et la saleté, surtout la saleté. Leur quartier et leur rue sont les premiers touchés par toutes ces agressions qui les font hésiter à sortir de chez eux, les empêchent de prendre l'air, de respirer, de « profiter de la verdure », du calme et de la présence des autres dans les squares. Le groupe d'habitants, essentiellement composé d'adultes, ne manque pas d'évoquer la détérioration des relations personnelles qui accompagne celle du cadre physique et parle du « malaise psychologique » que cela provoque. Le mot « sinistrose » est chuchoté sans que toutefois personne ne s'y arrête car les habitants situent d'abord ce malaise comme une réalité extérieure à eux : on évoque la situation des enfants, voire de ses petits-enfants, pour lesquels on dit s'inquiéter. L'évocation d'une petite fille qui demande à sa grand-mère si la vie vaut la peine d'être vécue suscite l'émoi du groupe. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a quelque chose qui est anormal, qui se rapproche du malheur, qui suscite de la tristesse, nous éloigne de nos rêves, nous insupporte, nous sidère, nous inquiète, nous désespère. Mais quoi ?

On s'interroge sur l'avenir et le sens de ce qui apparaît comme une situation confuse qu'on ne parvient pas à comprendre. Chacun remarque des choses inquiétantes et voit des choses qu'il ne parvient pas à expliquer. Chacun formule ses propres hypothèses

avec prudence, dit qu'il aimerait en savoir plus et attend de la recherche et du choix des invités un peu plus de clarté sur cette situation : « on pourrait peut-être vérifier cela »¹⁷⁷. Certains ont ainsi remarqué des pigeons ou des renards morts près du terrain de football ; d'autres ont recensé un nombre qui leur paraît étrangement élevé de cancers et de suicides sur leur lieu de travail ; un habitant a dans sa propre famille un nombre jugé anormal d'enfants ayant de l'asthme (quatre personnes sur cinq) et cela lui paraît « un peu gros » ; tandis que d'autres encore connaissent la prévalence de maladies cardio-vasculaires dans la région et estiment qu'elle n'est sans doute pas sans lien avec la présence des industries.

[Extraits de réunion, 14/01/02]

Marc : il y a beaucoup de personnes prises soit par le cancer ou alors par des problèmes cardio-vasculaires. Nous sommes ici dans un centre industriel. Je crois que nous devons recevoir ces retombées. Je crois qu'il doit y avoir un problème dû à cela, dû à cette pollution de l'air que les usines dégagent. J'ai remarqué aussi des infections de la thyroïde. J'ai aussi remarqué beaucoup de dépôts clandestins.

Le dépôt clandestin est la figure emblématique de la menace sans visage qui plane sur la santé des Louviérois. Il sera souvent évoqué, avec une sortie d'autoroute jonchée de cannettes de bière et de détritiques, pour rappeler qu'il y a quelque chose qui ne va pas à La Louvière, que l'on arrive pas à comprendre mais qui nuit à la santé des habitants, du moins à ceux du groupe de recherche qui se représente d'emblée comme un îlot de stabilité. Ce genre d'îlots où l'on peut ressentir le bonheur de se sentir ailleurs, à distance d'un monde qui nous menace, et qui, d'après les habitants, se font de plus en plus rares, détruits par des logiques qui échappent complètement à ceux qui ont encore la chance d'y vivre.

[Extraits de réunion, 14/01/02]

Rosalie : j'ai eu la chance de trouver un joli petit quartier, qui fait couler tant d'encre pour le moment, et où il est question d'étendre la gare autoroutière... J'ai derrière chez moi une vue directe sur les champs. Je ne sais pas où je suis quand je regarde par la fenêtre de ma cuisine. Je vous invite à venir regarder. C'est un écrin de verdure qui est à deux pas de La Louvière et qui va disparaître parce que l'on va venir nous mettre un hall industriel qui va faire travailler uniquement un clariste et une secrétaire. On nous

¹⁷⁷ Voir CALLON, LASCOUMES, BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique* p. 112-129 sur les monstres qui intéressent les profanes engagés dans la pratique d'une épidémiologie populaire.

dit que c'est pas vrai, mais on a eu les renseignements. On va donc faire sauter tout cela. On a déjà retiré les arbres. Ce petit poumon va donc disparaître et la réaction des habitants est de se sauver plutôt que de sauver le quartier. Moi je ne suis pas d'accord parce que je rêve de finir mes jours là. Moi je les ai les arbres, mais on va venir tout me retirer. Quel calme l'été ! C'est les petits oiseaux, il faut vraiment venir voir de l'intérieur pour voir quel écrin de verdure c'est. Alors on veut faire revenir une industrie lourde et on veut faire pression sur nous en nous disant que l'on ne se soucie pas de nos enfants. Et alors ! C'est pas en allant cent mètres plus loin que l'on respirera mieux ! Il ne faut pas rêver, on est dans une ville industrielle, on a déjà perdu assez d'emplois, mais est-ce qu'il n'y a pas moyen de trouver un équilibre ? Au lieu de saccager tout ce qui existe, il faudrait reboiser et réaménager les bâtiments qui existent pour...

Pierre : oui, on devrait reboiser pour que les gens puissent ressortir de chez eux et sortir, aller s'asseoir. Il y a un tas de coins où on pourrait bien mettre une dizaine d'arbres...

Rosalie : moi, j'en suis arrivée à la conclusion que si je dois quitter ma maison, je quitte la Louvière alors. Si l'air est irrespirable, alors je ne sais pas où il va être respirable. Ce n'est quand même pas en expropriant ces quatorze maisons que tout va changer... !? En plus, elles ont failli être classées, parce qu'elles ont une architecture typique anglaise, vieux-cottage anglais. Moi je suis amoureuse de ma maison mais c'est le quartier qui m'a plu. Je n'étais pas au courant qu'on allait venir tout retirer.

Au fil de la recherche, le « on » impersonnel qui parsème notamment la prise de parole ci-dessus, sera progressivement remplacé par une quantité invraisemblable de responsables ; le groupe d'habitants s'efforçant de mettre un visage sur la menace lors d'une recherche étiologique qui s'annonce difficile.

b. L'abandon

Dans la longue liste de ce qui nuit à la santé, La Louvière apparaît comme une ville abandonnée dont les habitants se sentent abandonnés. Les rues et les parcs sont désertés par les habitants qui préfèrent se sauver ou rester chez eux ou qui s'y retrouvent presque forcés et contraints par la menace. Faisant suite aux propos sur l'expropriation, une autre habitante du quartier explique son isolement :

[Extraits de réunion, 21/01/02]

Géraldine : Mon mari est ouvrier, et bon, au moment des congés payés, on fait des travaux, et on ne peut pas se permettre de faire des choses... Avoir un mari qui a travaillé depuis plus de vingt ans dans la maison, on peut pas dire « eh bien écoutez on va venir tout démolir parce que l'on va mettre des entrepôts, on ne sait pas pourquoi et on ne sait pas à quoi cela va servir... ». On ne sort plus, on a

tendance à s'énervier, à s'en faire, à mener un combat pour essayer que cela ne se fasse pas et on a du mal quand on arrive à rien.

En même temps que certains habitants redoutent l'implantation d'une nouvelle « industrie lourde » à deux pas de chez eux, d'autres évoquent « le désert économique » de la région du Centre dont on craint que les dernières usines ne s'en aillent. Mais personne ne s'étonne de ces préoccupations qui peuvent sembler contradictoires. Chacun s'accorde à souligner le fait que le très faible nombre d'emploi créé ne peut justifier le déplacement de quatorze familles qui en attendant l'avis d'expropriation « vivent avec l'épée de Damoclès au-dessus de leur tête »¹⁷⁸.

Le désert économique est aussi celui du centre-ville dont on attribue la disparition progressive des petits commerçants à la venue d'un hyper-marché dans la périphérie. Le Cora-City de La Louvière, connu à des dizaines de kilomètres à la ronde, sera souvent décrit comme un lieu de perte, où se perd à la fois le lien social, la notion du temps (« c'est tous les jours la Saint-Nicolas »), l'autorité des parents sur leurs enfants et l'individu lui-même « qui se laisse tenter » par des kilomètres de rayons.

[Extraits de réunion, 15/01/02]

Marc : les magasins rue Albert 1^{er} et ainsi de suite, je m'aperçois que tout cela s'est décentralisé vers les grandes surfaces. Et au centre-ville, on a vraiment abandonné les magasins. On va quelques fois aux magasins un week-end et le week-end suivant, il ne faut plus y aller parce que c'est fermé, c'est parti dans un autre centre. Moi, je trouve que le centre communautaire aurait dû rester au centre-ville parce que ça aurait bien sûr rapproché le citoyen dans des rencontres, peut-être en faisant ses courses et ainsi de suite. Malheureusement, maintenant on va dans les grandes surfaces, on se bouscule et tout, on n'a plus de lien de communauté, on n'a plus rien. Moi, je trouve que c'est triste de voir ça ici au centre ville et peut-être ailleurs aussi, mais surtout ici à La Louvière. Quand on voit les magasins qui sont encore ouverts à l'heure actuelle, on lève les yeux, malheureusement c'est inoccupé, les étages sont inoccupés, c'est délaissé, on dirait que c'est à l'abandon, on dirait une ville qui est triste parce que... une ville qui est morte.

Face à l'abandon, il y a bien des solutions juridiques qui existent. Mais l'aberration et la tristesse l'emportent -« c'est aberrant, c'est triste de voir ça »- face à ces méthodes qui

¹⁷⁸ Rappelons ici que la plupart des phénomènes NIMBY (Not In My Backyard) s'expliqueraient principalement par le fait que les habitants ne perçoivent pas clairement les tenants et les aboutissants de décisions qui les concernent et menacent leur confort privé au nom du bien commun.

ne permettront pas de lutter contre le comportement privé « des propriétaires trop gourmands » qui gardent des prix de loyers commerciaux trop élevés et laissent leur affiche en attendant que la crise passe. On évoque le cas de magasins vides depuis 20 ans et on s'interroge sur l'initiative des autorités publiques de mettre des parkings pour faciliter l'accès au centre-ville, « mais s'il n'y a pas de commerce !? » s'exclame-t-on.

L'abandon, c'est aussi le mot qui sera utilisé pour dire la démission de ceux qui ne jouent plus leur rôle et qui laissent tout aller, ceux qui au final seront tenus pour responsables de toute cette situation qui « nuit à notre santé » mais qu'on ose pas trop pour l'instant pointer du doigt.

c. L'envahissement

En se disant envahis, les habitants pratiquent l'exogénéisation maximale des nuisances. Celles-ci viennent de la laideur du bâti que les jeunes « intègrent » sans esprit critique ; de la pollution qui « retombe » dans les prés que broutent les vaches que l'on finira bien par manger un jour ; des odeurs qu'on « absorbe », qui émanent des feux que font des voisins pour brûler leurs déchets au fond de leur jardin ; de l'asthme qu'on « attrape ». On reparle de ces déchets déposés clandestinement qui nous encombrent et qui nous envahissent. La menace est extérieure, tout comme la maladie vient de l'extérieur : le cancer vient de la pollution qui vient des industries qui provoquent aussi des maladies cardio-vasculaires ; la dépression est liée au cadre de vie marqué par la sinistrose, la laideur, la tristesse ; la maladie s'aggrave avec les soucis qu'engendre la menace d'une expropriation.

Alors que face à l'abandon, il semblait ne pas y avoir grand chose à faire, face à l'envahissement, il faut se protéger de toutes ces « nuisances » qui provoquent un malaise, un mal-être, la maladie (maladie mentale, dépression, maladie cardio-vasculaire, cancer, asthme, bronchite chronique, infection de la thyroïde) ou la mort (évoquée par le suicide). Le groupe parle alors de « conserver sa santé » parce que « on est agressé constamment... ! ». De l'envahissement des crottes de chien, de la fumée des fumeurs ou de celles usines, des mégots sur les trottoirs ou des retombées de poussière dans les jardins, des cannettes de bières et des préservatifs usagers au pied des

arbres, de la musique qui sort des voitures des jeunes, de l'obscurité ou de la politique dans nos affaires, on parlera bientôt de l'envahissement des étrangers.

Un habitant jugeant dès la quatrième séance qu'« on est entre nous », identifie « le problème » de l'arrivée massive d'immigrés et de pauvres du quart-monde. Entre « eux » et « nous », il place une « cassure intellectuelle » et la menace d'un envahissement par le nombre.

[Extraits de réunion, 22/01/02]

Victor : et alors, je crois, on a rassemblé trop de monde, on a rassemblé trop de personnes du quart-monde, on attire ces gens chez nous et plus il y en a, plus il va en venir. On avait des gens qui étaient dans des charbonnages, de la région du Limbourg, des étrangers, Turcs pour mieux dire, mais on ne les a pas..., on n'a pas voulu les garder là-bas, on les a fait venir dans la région du Centre quand c'était le moment de fermer les charbonnages ou quand c'est le moment de la pension. On a tout ces gens, on a un rassemblement et si on voulait vraiment, si on voulait trouver le Q.I. de la population louviéroise, et bien je crois qu'on est un rassemblement, il y a une population qui est nettement en-dessous. Moi, je crois. On est entre nous hein. [...] Je ne veux pas parler de racisme, je ne veux pas avoir l'air d'un raciste en parlant de ça, mais nous avons un peu trop d'étrangers qui sont des gens qui n'ont pas su évoluer. Je ne veux pas dire pour ça qu'il faut les mettre dehors mais il faudrait qu'on se les partage dans la Belgique. Quand vous allez dans certaines villes en Belgique, vous ne voyez pas la population que nous avons. Vous ne voyez pas ces gens qui n'ont pas de dents parce qu'ils n'ont pas d'argent pour se payer leur..., vous ne voyez pas tout ces rassemblements, moi je ne crois pas. Moi, je voyage pas mal et je ne vois pas ça. Si, si on va dans certains quartiers de Bruxelles, ou si on va à Liège, dans certains quartiers. [...] Mais je crois qu'il y a un trop grand rassemblement.

Le groupe composé uniquement de gens à la peau blanche de nationalité belge ne réagit pas à l'évocation de ce « trop grand rassemblement ». On peut certes s'en inquiéter et se rappeler de la progression inquiétante de l'extrême droite à La Louvière. Le racisme serait devenu si consensuel qu'il ne ferait même plus l'objet de débat ? Les sociologues ont préféré y voir l'expression d'une plainte liée à l'envahissement de situations relationnelles dont le sens échappe aux habitants. Un excès de vécu en somme auquel le racisme parce qu'il permet « d'établir le lieu où enraciner l'écart » peut apporter une réponse¹⁷⁹. Mais le racisme n'est pas le seul liant interactionnel au sein duquel les événements peuvent prendre sens et c'est davantage dans la plainte « noircissique » que le groupe d'habitants poursuivra sa réflexion. On évoquera alors les voisins

¹⁷⁹ MARTUCELLI, *Grammaires de l'individu*, p. 191-192.

envahissants dont les enfants jettent des affaires par-dessus les murs ou bien ceux « qui se mêlent de vos affaires » ; les institutions qui envahissent les foyers -lorsque des filles de douze ans ramènent dans leur cartable des préservatifs distribués en classe- et « qui s'emparent du rôle des parents » ; mais aussi les parents qui traversent les cours d'école pour aller à l'épicerie, attendent sous les préaux et viennent rechercher leur enfant « jusque dans les classes » ; ou les gens qui « parasitent » les urgences des hôpitaux en venant pour une simple sinusite.

Telle la marée qui se retire, le monde semble se déprendre des habitants de La Louvière, les laissant échouer sur une plage inhospitalière, un désert économique et social. En même temps se creuse au loin une gigantesque vague qui menace de submerger les habitants, sale et polluée, où flottent des crottes de chien, des mégots, des préservatifs usagers, des cannettes de bière et des individus qu'on a de plus en plus de mal à reconnaître au plus ils se rapprochent.

d. La plainte

Le groupe s'installe alors dans la plainte. Il se pose à la fois comme sujet d'une requête au destinataire incertain et objet d'un effet d'entraînement qui le happe dans une « machine à broyer du noir ». Certains invités posant un regard extérieur sur la vie du groupe, lui font remarquer son repli « noircissique » dans une sorte de lamentation auto-complaisante et dans l'exhibition d'un puissant sentiment d'impuissance. Les habitants se justifient en faisant remarquer que le catastrophisme, à défaut de catastrophe, est nécessaire pour faire avancer les choses. Et que c'est parce que la plainte n'a pas de lieu pour être déposée ni entendue, qu'elle envahit ainsi l'espace de parole rendu disponible par la recherche : « on a beau rouspéter, répéter, re-répéter, cela ne sert à rien ».

Pour les sociologues, il paraît évident que c'est aussi un moyen pour les habitants d'organiser un monde qui semble de plus en plus leur échapper en même temps qu'il leur permet de le supporter lorsqu'il devient trop envahissant. Ainsi la plainte, lorsqu'on l'entend comme une requête, s'adresse avant tout à ceux qui sont censés assurer un minimum d'ordre et de sécurité : le pouvoir communal. C'est en la présence de l'échevin de la santé, que les habitants ont commencé à dérouler la longue liste de tout

ce qui nuit à leur santé. C'est en son absence qu'ils préféreront en débattre. La méfiance est grande par rapport aux autorités locales qu'on accuse à la fois « de se mêler de tout » et « de ne rien faire du tout ». Un ancien employé communal interviendra mollement de temps à autre pour prendre leur défense en évoquant le faible budget communal ou quelques « bêtises » commises en leur temps. Mais généralement, ses interventions alimenteront la charge contre « l'incohérence des politiques publiques que les citoyens louviérois payent », contre le manque d'entretien du parc immobilier et l'abandon des infrastructures : il pleut dans une salle omnisports, une piscine n'a jamais été entretenue ni le toit d'une église, il pleut dans les préaux d'une école « et l'on constate que la Ville-Santé est partie à l'eau, ou bien qu'elle fait eau de toute part ».

Il y aura bien des tentatives pour endiguer le tourbillon de la plainte. Dès la première réunion en présence de l'échevin, un habitant veut tirer le groupe du côté des possibilités plutôt que des contraintes, de l'énergie positive plutôt que négative que l'on met à construire plutôt qu'à détruire, à s'aider plutôt qu'à se plaindre, à proposer plutôt qu'à critiquer. Une autre veut tout simplement renvoyer les trois-quarts du groupe ainsi que toutes leurs préoccupations vers des comités de quartier. Mais en vain. Dès le lendemain, c'est presque tout un comité de quartier qui rapplique en inscrivant trois de ses membres à la réunion. Les sociologues et des invités essayent aussi de ramener des éléments positifs sur La Louvière : la victoire de son bourgmestre contre l'extrême droite qui par un large vote de préférence de 11.000 voix a fait disparaître en 1998 les six représentants du FN qui siégeaient depuis 1994 ; la qualité de ses expositions artistiques ; le succès de son opéra urbain (Décrochez la lune) créé par le metteur en scène des spectacles de Céline Dion à Las Vegas, Franco Dragon. Mais la plainte le partage alors à l'ironie. Lorsque l'échevin de la santé invoque la différence de perception du cadre de vie selon le point de vue que l'on adopte -vu du ciel, La Louvière est une entité verte-, les habitants lui réclament qu'il leur paye le billet d'avion et partent à rire. A propos de l'opéra urbain, c'est le même scénario, où l'on se rend compte que malgré tout, le rire et la bonne ambiance restent toujours de mise.

[Extraits de réunion, 22/01/02]

Brigitte : j'avais lu en son temps, il y a peut-être deux ans, que maintenant que Franco Dragon était à La Louvière, tout allait bien.

[rires du groupe]

[...]

Michel : moi, quand je suis arrivé à La Louvière, que je suis revenu à La Louvière, et bien j'étais déçu ! J'ai quitté une ville où c'était la joie... Si vous aviez connu La Louvière comme moi je l'ai connue, on dansait tous les lundis à La Louvière, c'était la kermesse... Moi, j'ai vu un gaspillage monstre d'argent. Qu'est-ce qu'on avait besoin de mettre toutes ces bornes le long des routes ? Si vous ne faites pas attention, vous vous cognez dedans et vous vous blessez ! Ca, c'est des dépenses d'argent inutiles. On a voulu embellir la ville, mais que l'on rase les friches industrielles et que l'on force les anciens employeurs à remettre en l'état le terrain. Ça serait un travail propre. Mais qu'est-ce que l'on a besoin de jets d'eau tant qu'on a la misère ? C'est le jet d'eau qui va vous dire : « oubliez tous vos soucis ! » ? Moi, je trouve qu'il y a un gaspillage monstre. [visiblement agacé] On veut suivre quoi ? Las Vegas... ?

[Rires généralisés]

Jean Louvet, dramaturge de la région, viendra au secours du metteur en scène, « un fils du pays » dit-il, qui après avoir créé le Cirque du Soleil aux Etats-Unis et le grand show de l'Euro 2000, a décidé de revenir dans sa région, dans sa famille, pour monter les prochains spectacles de Céline Dion. Il le présente comme un espoir pour La Louvière, une bonne étoile même si elle peut paraître filante. Mais le groupe continue à broyer du noir, entraîné sur « la pente déclinante », un déclin que les institutions ont contribué à organiser selon lui. Le dramaturge en rajoute et la spirale des lamentations s'emballe : la Wallonie rime avec suicide ; la santé industrielle de La Louvière ne va pas bien ; l'individu est frustré de ne pouvoir acquérir le bonheur ; il « surchauffe » -il prend sur lui, il encaisse- qu'il veuille simplement survivre ou qu'il surinvestisse pour sauver sa région ; il y a un déséquilibre entre l'individu et la société et lutter contre cela c'est risquer de mourir foudroyé (d'une maladie cardio-vasculaire) ; et de toute façon qu'on tâche de survivre ou qu'on surinvestisse, c'est pareil, on va quand-même crever de cette tension, de ce déséquilibre au sein de la région, entre l'individu et la société ; et les médias qui sont là pour nous dénigrer ; il n'y a plus personne pour faire valoir la dignité des ouvriers ; et tous ces jeunes qui vont à la casse dans une société de la non-limite promise au narcissisme, à l'inceste, à la pédophilie ; où la jeunesse est déboussolée ; où il n'y a plus de repères ni de repaires. Mais à la moitié de la réunion, l'invité s'inquiète devant l'adhésion du groupe à l'égard de ses propos, exprimés il est vrai, avec une puissance dramatique incontestable. Un habitant se dit que tout est fini, qu'« on est piégé », une autre que « l'horizon paraît bien sombre », un autre qu'il a « bien du mal à voir qu'il y aura un changement ». Longtemps encore le groupe continuera à donner

dans la plainte, finissant par se poser en victime de la plainte elle-même : « tout le monde se plaint à La Louvière », « il y a une plainte générale ».

2. De la requête à l'injonction

a. Le rapport au passé

Beaucoup d'habitants, et pas seulement les plus âgés du groupe, disent souvent que c'était mieux avant. Ils évoquent un passé plus joyeux, plus riche en relations, en rencontres, plus ouvert. Certains remontent aux années soixante et d'autres aux années quatre-vingt pour évoquer l'époque où il y avait encore de nombreux cafés, des lieux pour s'amuser, de la lumière « comme à Paris », où c'était un haut-lieu du surréalisme belge, où la fête était encore dans les rues -quand les ouvriers n'y étaient pas pour manifester et faire trembler tout le pays, rajoutera Jean Louvet. Ce dernier propos sera relayé par un électricien à la retraite qui évoquera lui aussi de temps en temps la dignité du monde ouvrier, l'efficacité et la qualité de la classe ouvrière dans la région, le fait que La Louvière fut créée en 1886 autour d'industries qui contribuèrent à propulser la Belgique parmi les grandes puissances économiques, etc. Mais le groupe préférera dans l'ensemble s'épancher sur l'homogénéité perdue d'un monde où le dynamisme laisse la place à un « défaitisme pathétique ».

Il est loin le temps où le monde semblait encore en ordre, où chacun jouait son rôle, où chaque chose était à sa place. Où l'on savait, comme l'explique Michel, que « le Turc il mangeait du mouton, que l'Italien c'était des macaronis et que le Belge c'était des patates mais qu'au soir on se trouvait toujours en conversation, les hommes jouaient aux cartes quand il faisait beau tandis que les femmes discutaient entre elles ». Ceux qui, de par leur profession, pénètrent aujourd'hui au domicile des gens, sont effarés du grand désordre qui y règne, signe pour eux d'une société de plus en plus désorganisée.

[Extraits de réunion, 21/01/02]

Antoine [pompiér] : je m'aperçois par mon métier que j'ai l'impression de plus en plus de vivre dans une société de sauvages. C'est-à-dire qu'il y a vingt-cinq ans d'ici, il y en avait des ambulances, une ou deux par jour. Maintenant, c'est par quinzaine, quinzaine d'ambulances. On rentre chez les gens à l'improviste, c'est-à-dire que les gens n'ont pas eu le temps de préparer leur maison, de camoufler les choses pour accueillir. Et les gens n'ont plus d'horaire, mangent n'importe comment, la T.V. est constamment allumée, les fenêtres sont dégueulasses, il fait dégueulasse par terre, il y a un centimètre de poussière n'importe où... Les murs sont pas propres. Les gosses sont là, on ne sait pas si leurs enfants ont un horaire, un journal de classe. Et c'est constamment comme ça. Je rentre dans les maisons, il y a le quart-monde, moi j'appelle ça le cinquième monde parce que il n'y a pas que des problèmes d'argent. Il y a des gens qui ont de l'argent, il y a des gens qui sont pauvres, mais je rentre chez des gens... c'est aberrant. Il y a des vêtements qui traînent dans l'escalier, partout. Avant j'avais des copains de tous les milieux sociaux, j'allais chez eux, il y avait la maman qui nettoyait, qui rangeait, ça sentait bon le savon noir, la grand-mère nettoyait, il y avait certaines valeurs qui maintenant sont bafouées.

Les nouveaux habitants se souviennent de ce qui motiva leur installation à La Louvière et expliquent au groupe leur déception d'avoir constaté que tant de choses ont malheureusement changé. Une assistante sociale parle du temps où étant étudiante à Mons (une ville proche), elle devait se battre pour pouvoir faire son stage à La Louvière, tant « la ville de toutes les innovations sociales », la « ville-pilote » était alors prisée. En revenant habiter à La Louvière des années plus tard, il lui a fallu du temps pour dénicher un logement agréable, explique-t-elle, mais elle n'a toujours pas su trouver un emploi qui corresponde à l'idée qu'elle s'était faite à l'époque du travail social qu'on pouvait fournir dans la région : « maintenant qu'on y est, on voit tout en noir ». Un autre nouvel habitant ajoute :

[Extraits de réunion, 21/01/02]

Michel : moi, c'est vrai que j'ai eu un passage très stressant, d'être revenu à La Louvière. J'avais quitté la campagne, j'étais seul et je me suis demandé ce que j'étais venu foutre ici. Moi, j'avais prodigué à mon épouse que cela allait être super ici à La Louvière, qu'il y avait des facilités, que l'on n'utiliserait plus la voiture et que cela ferait une belle économie et que l'on pourrait mieux se soigner. Donc, il y avait ce côté-là aussi : des écoles tout près, pas d'abonnement, je suis à treize minutes en train de Mons. Et tout cela est un calcul économique en espérant une joie que j'avais connue par le passé... Quelle déception ! Une ville très sale, plus personne ne se connaît, plus personne ne se dit bonjour...

Ces évocations ont le don d'énervé certains jeunes adultes du groupe -dont plus particulièrement un assistant social- et l'une des deux promotrices de santé. Pour eux, tout cela procède d'un monde imaginaire qui ne rend d'ailleurs pas les gens d'avant

meilleurs mais au contraire plus responsables d'avoir laissé se dégrader la situation, si toutefois il y avait effectivement dégradation. Ce faisant, ils rappellent au groupe que le passé lègue aussi son lot de terribles, de perte d'emploi, de pollution et de friches industrielles. Mais quant au reste, ce n'est vraisemblablement pas si mal. Il y a de la verdure, il y a des squares, il y a de belles maisons et de beaux endroits, il y a tous ces espaces qui méritent d'être protégés, reconvertis, réutilisés et qui fondent en partie la requête de protection des habitants, tous les habitants s'accordant pour dire qu'on pourrait « maintenir les acquis » ou « sauver ce qui reste à sauver » dans un cadre qui, certes, « n'est pas un cadre de villégiature ». Là-dessus, comme pour mieux s'en convaincre, une personne propose d'amener son album photo où elle recense depuis des années « tout ce qui est laid à La Louvière mais aussi tout ce qui est beau ».

b. La demande de protection

Les habitants du groupe ne sont pas en fuite et n'abandonnent pas, au contraire, ils sont bel et bien là, à revenir toujours aussi nombreux au fil des réunions et à s'investir. Seule une personne affirme qu'elle « délogerait » de La Louvière si elle en avait les moyens financiers. Mais toutes les autres, malgré la plainte réitérée, restent. « Faire faire » est le mot d'ordre en ce début de recherche : les « il faut que » et les « on n'a qu'à » apparaissent de plus en plus souvent, trahissant l'envie du groupe de se sortir du tourbillon des lamentations dans lequel il se sent pris : « c'est vrai au fond, on critique toujours mais on n'avance pas ».

[Extraits de réunion, 14/01/02]

Marc : demander un petit peu à des gens de venir visiter la région du Centre, mais on nous dit : « mais c'est des ruines qu'il vous reste ». Mais pourquoi laisse-t-on des ruines ? [...] Tous ces sites désaffectés, on n'a qu'à les assainir. S'il vous plaît, rasons tout cela pour qu'on ne voit déjà plus ce qui se passe.

Les habitants du groupe de recherche demandent aux institutions de les protéger de l'envahissement, de l'abandon et aussi de la honte qu'ils ressentent à vivre dans une ville menacée à la fois d'abandon et d'envahissement par la laideur, la saleté, l'autre. La honte provenant de « la capacité des autres à nous dévaloriser, parce que, en quelque

sorte, les rôles ont été incapables d'établir un écran suffisant entre eux et nous »¹⁸⁰, il est demandé aux institutions de servir à nouveau d'écran en redistribuant les rôles qui autrefois garantissaient à l'individu la bonne distance par rapport au monde. Et il est attendu de l'éducation qu'elle s'acquitte de cette tâche en ouvrant des écoles pour redevenir parents ou citoyens, pour apprendre à manger et à respirer. Il est attendu des agents de propreté qu'ils nettoient, des parents qu'ils s'occupent de leurs enfants après l'école, des enfants qu'ils écoutent le professeur et leurs parents, des enseignants qu'ils enseignent, des policiers qu'ils fassent leur devoir, des médecins qu'au moins ils nous soignent, des élus qu'ils écoutent leurs électeurs et des directeurs d'usine qu'ils viennent rechercher ce qu'ils ont laissé. Ce sans quoi, chacun ne pourra plus compter que sur la chance ou sur soi-même.

Une habitante, apparue très furtivement pendant la recherche, vient témoigner que c'est déjà ce qui se passe : lorsque l'accident ou la maladie survient, les institutions censées s'occuper de votre problème risquent de l'aggraver si la chance n'est pas au rendez-vous. Dans ce cas, la situation devient vraiment préoccupante aux yeux du groupe. Géraldine, qui se dit d'emblée très bien informée de ses droits parce qu'elle travaille dans une mutuelle, raconte qu'elle était dans son droit lorsqu'elle a eu son accident de voiture. Un chauffard ivre, alors qu'elle-même ne boit jamais, est rentré dans sa voiture à 120km/h à la sortie d'une autoroute. Géraldine souffre depuis d'un problème de vertèbres, aggravé, dit-elle, par une menace d'expropriation et des problèmes financiers vu le coût des soins requis et l'augmentation des frais de kiné ; sans parler de l'intervention financière suite au procès qui se fait long à venir (« neuf ans sans un sou ») et d'une double erreur médicale qui lui a valu cinq ans d'atroces migraines et l'évitement de justesse d'une hémiplégie. Ironie du sort, le médecin-conseil l'invite à vendre sa maison menacée d'expropriation. Là, cela devient « grave » aux yeux du groupe qui n'en finit plus de s'étonner, de questionner, de rechercher quelques indices qui lui fasse dire que le cas est normal. Mais il ne l'est pas.

En un sens les habitants qui entendent ce témoignage se voient rassurés par cette anomalie que certains d'entre eux s'efforcent déjà de limiter à un cas dont l'exception mérite uniquement qu'on s'y attarde par curiosité, mais sans plus. La méfiance de

¹⁸⁰ Ibid., p. 229 à propos des rôles.

Géraldine par rapport au système hospitalier « où vous êtes traités comme un numéro » et « où vous avez de la chance si vous vous en sortez bien », insupporte celui qui précisément se faisait le héros de la charge contre les institutions.

[Extraits de réunion, 21/01/02]

François : non, non... ! [Agacé]

Géraldine : excusez-moi, monsieur, mais je suis bien placée pour le savoir ! [Enervement]

François : madame, le médecin traitant que j'ai, me suit depuis trente ans. Si je suis en vie aujourd'hui, c'est grâce à lui. Il a fait deux ou trois petites bêtises, il s'est trompé de médicament, on ne va pas chicaner là-dedans parce que maintenant cela fait trente ans qu'il s'occupe de moi et je suis là, en vie, et Dieu merci. Je ne vois pas très bien ce que vous venez raconter... « Tout simplement, c'est les nerfs, oui ceci, oui cela ». Il cherche aussi une solution. S'il ne la trouve pas, il va vous adresser à un spécialiste.

L'homme visiblement très agacé, inaugure par là des prises de position de plus en plus nombreuses de la part de gens qui parlent en tant qu'usagers, prestataires de soins, fournisseurs de services publics, par rapport à la demande de protection adressée aux institutions. Mais toutes n'ont pas pour but, comme ci-dessus, de restaurer la confiance envers les institutions. Elles se contentent au contraire de justifier certaines situations, de les expliquer et de déplacer la requête vers un autre destinataire. Ainsi, les deux pompiers-ambulanciers expliquent que les urgences sont « parasitées par les patients qui abusent au détriment de cas comme Géraldine », que les médecins sont alors surchargés et qu'eux-mêmes sont bien incapables de faire le tri -pour une question de responsabilité en cas de complication. Et les deux professeuses vers qui tout le monde se tourne pour réclamer des cours de civisme, s'insurgent que tout retombe une fois de plus sur l'éducation pour remettre de l'ordre alors qu'elles n'en ont de toute façon pas les moyens et que leur action reste quand-même limitée à l'école : « après les parents, ils font ce qu'ils veulent ». Le fait qu'il y ait toujours un habitant pour se poser en défenseur d'une institution que les autres placent sur la sellette -qu'il soit patient, enseignante, ambulancier, infirmière, assistante sociale, pompier ou employée communal-, accroît l'inquiétude générale liée au sentiment que la situation, en même temps qu'elle se complexifie, semble échapper à tout contrôle.

C'est pourquoi, diront certains, il est préférable de rester chez soi. Un animateur de rue invité va dans leur sens en expliquant que c'est actuellement une attitude fort répandue.

Il leur fait part de ses observations sur le comportement des gens qu'il croise dans les transports en commun ou dans les cités-jardins qui bordent la ville. Il cite d'abord le repli corporel, le dos voûté, les épaules rentrées, le visage fermé, « le corps fermé ». Avec les habitants, il évoque ensuite les comportements des jeunes qui tantôt se regroupent autour d'un banc ou au pied d'un immeuble, tantôt restent chez eux à jouer à la console ou à surfer sur internet. On parle de ces vieux qui regardent les jeunes par la fenêtre mais qui n'osent plus sortir de chez eux. Le carnaval est souvent cité en exemple parce qu'il représente le moment où s'inverse cette tendance à demeurer chez soi -on remarque d'ailleurs que le spectacle de rue « Décrochez la Lune » a eu le même effet. On reparle enfin de ces rues désertes « même le week-end ». Le domicile est présenté comme le lieu du repli, du refuge, l'écran de protection que n'arrive plus à fournir les institutions entre soi et le monde, entre la santé des habitants et tout ce qui la menace.

c. Le refus de la déconnexion

Pourtant, d'un commun accord, être en bonne santé c'est aussi être ouvert au monde, maintenir le contact avec ce qui s'y passe, s'en informer, s'en inquiéter ou se révolter. Et ce qui semble faire le plus peur, c'est que des gens finissent par s'en désintéresser complètement. Qu'ils commencent à mépriser la société, à « la mettre sur le côté ». Soit qu'ils restent « dans leur tour d'ivoire » comme ces ministres dont on dit qu'ils ne parviennent pas à s'imaginer la situation de ceux pour qui ils travaillent ; soit qu'« ils la nient » comme la mafia ; soit qu'ils demeurent « scotchés à leur téléviseur » comme n'importe qui. La « bulle-tv » et sa « grande famille télévisuelle » peut nous permettre d'aller moins mal, de retrouver un peu de bonheur malgré le catastrophisme des informations, mais pas de nous « renfermer sur nous-mêmes ». Ce qui fait peur au groupe, ce qui le dérange, c'est d'imaginer que quelqu'un se retrouve tout à fait hors du monde. Les déconnectés inquiètent : « les abrutis », « les irrécupérables », ceux qui se renferment sur eux, ceux qui sont ailleurs, sur une autre planète, dans « un cinquième monde », ceux qui vivent comme « des sauvages », ceux qui sont trop différents. Bien avant la crise de la canicule en France, le cas de personnes qui tombent hors du monde, seules et de façon involontaire, à la suite d'un accident ou d'une maladie, frappe les esprits. Chacun tente de se rassurer en invoquant la présence de nombreux services sociaux mais tout le monde s'accorde pour dire que le risque s'accroît d'autant que la

distance est grande entre les habitants. Or les relations semblent se distendre au point que les habitants éprouvent de plus en plus de difficultés à se reconnaître dans les comportements de certains de leurs voisins.

Certes se déprendre du monde peut alors s'avérer nécessaire pour s'en protéger lorsqu'il nous prend à la gorge ou nous abandonne. Mais, toujours d'après les habitants, ce qui nous lie et nous relie doit primer. Même « si ça fait peur », même si « ça nous met mal », il faut rester connecté avec le monde dans lequel on vit. Jean Louvet, en parlant de « rupture du lien social », interroge les habitants à ce propos :

[Extraits de réunion, 22/01/02]

Jean Louvet : on peut se poser la question de savoir si nous vivons encore dans une société ou simplement dans une agglomération d'individus ? [...] Moi, quand j'étais jeune, j'ai vécu dans une société, et maintenant, je ne sais plus très bien si je vis encore dans une société.

Une fois de plus, les mots du dramaturge suscitent l'adhésion du groupe. Ayant entrepris d'expliquer aux habitants « ce qui se passe », il parle de l'absence d'interdit, d'une « société de la non-limite » où « les gens perdent le rapport à l'autre », d'une « dégradation des grandes fonctions symboliques », du « grand n'importe quoi » de la liberté négative, d'« un trou béant qui s'ouvre aux maladies mentales », de « l'anti-tabou complet » et du respect qui fout le camp avec. Il fallait au groupe un dramaturge pour qu'il parvienne à formuler clairement l'impérieuse nécessité de voir chacun jouer son rôle. Seul le rôle, comme le souligne aussi le sociologue Richard Sennett, est à même de garantir la protection de notre intimité et nous assure que nous pouvons toujours nous mettre à l'abri¹⁸¹. Selon ce sociologue et le dramaturge, si ces écrans tombent, la vie collective est menacée.

[Extraits de réunion, 22/01/02]

Jean Louvet : Qu'est-ce qu'on voudrait ? Le gamin il appellerait volontiers son papa : Bernard, ou je ne sais pas quoi ; ils aimeraient bien et si tu les laisses faire, ils vont t'appeler Bernard ou Jean et ça ne va pas. Je ne m'appelle pas Jean, je suis ton père. Nous ne sommes pas dans la société des frères, parce qu'elle sera pire, et je ne dis pas que la société des pères et des fils était idéale, mais je crois que celle là sera pire, elle sera pire. Maintenant, qu'est-ce qu'il faut faire ? Je crois qu'il faut que le père reste à sa

¹⁸¹ R. SENNETT, *Les tyrannies de l'intimité* (1974) (1979) cité dans MARTUCCELLI, *Grammaires de l'individu*.

place à la table, il doit s'habiller devant ses enfants, pas aller faire n'importe quoi, il doit se raser, il doit tenir sa place, il doit rester à distance. Il faut créer du symbolique.

Si l'intégration par l'éducation ne suffit plus à satisfaire la requête de protection des habitants, l'assujettissement, par l'application de règlements, s'avère nécessaire. La Loi est invoquée pour ramener de l'ordre dans une société qui est en train « de tuer la représentation » par les juges, les médecins, les professeurs et les pères. Mais, une personne du groupe modère l'emballement de l'orateur et lui rappelle alors les propos de l'échevin de la santé qui expliquait que « c'était très dur de faire appliquer la loi », même pour lutter contre le tabagisme dans l'hôpital dont il assurait en partie la gestion. L'échevin disait en effet que les comportements privés l'emportaient toujours et reconnaissait après trente ans de service dans les pouvoirs publics : « le problème est que nous sommes dépassés par l'écart entre les pouvoirs publics et les individus ». Si même les autorités reconnaissent n'avoir plus prise sur une réalité consommée par la déconnexion, à qui les habitants peuvent-ils bien adresser leur requête ? C'est ce qu'ils se demandent à mi-chemin de leur réflexion.

d. L'injonction de responsabilisation

Il paraît de plus en plus difficile pour le groupe de demander aux institutions qu'elles réapprennent leur rôle aux individus en dispensant tantôt des cours de civisme, tantôt de patriotisme, tantôt de « savoir vital », etc. Même si les appels à l'éducation restent constants, la tâche semble de plus en plus compromise tant les mondes institutionnels semblent clos, s'arrêtant à la grille d'une école au-delà de laquelle « tout est à reprendre » ou à la porte d'un CPAS que les gens dans le besoin ont du mal à pousser. Du moins en ce qui concerne l'action des institutions dont on reconnaît progressivement la faible ampleur de leur intrusion dans la vie privée. Celui qui insiste pour dire que les institutions se sont accaparé les rôles des habitants, citoyens ou parents se fait peu à peu exclure des débats sur la question. C'est plutôt l'inverse qui est pointé du doigt : l'envahissement des institutions par leurs usagers, ou au contraire leur abandon qui limite leur emprise et affaiblit leurs capacités de socialisation et de disciplinarisation des individus. Comme l'individu de Louvet qui « surchauffe » dans son rapport à la société,

l'acteur institutionnel est dit « grillé » dans son rapport aux usagers qui ne jouent pas leur rôle. Le « *burn out* » est évoqué dans tous les milieux.

L'école est sans conteste le milieu le plus décrit par les habitants car c'est sur elle qu'ils font reposer l'essentiel de leurs espoirs en matière d'éducation. Mais c'est précisément là que la tâche s'avère la plus compromise. Entre le cas des parents qui ne se lèvent plus pour y conduire leurs enfants le matin, qui ne lisent plus les journaux de classe et ne vont même plus chercher les avis d'exclusion de leurs enfants qui leurs sont finalement envoyés par recommandé, et les cas où les parents viennent « jusque dans les classes » pour frapper un professeur jugeant qu'il n'avait pas le droit de faire une remarque sur la tenue vestimentaire de leur enfant, les habitants ne savent plus où donner de la tête. Quelques habitants croient qu'il faut continuer à « taper sur le clou en espérant le déclic », « à semer en espérant que ça prenne » et qu'« il restera toujours un petit quelque chose si les parents ne le détruisent pas ». Mais le retour à une société intégrée où chacun resterait à sa place et jouerait son rôle, devra passer par d'autres moyens, notamment économiques.

[Extraits de réunion, 22/01/02]

Michel : si on donnait plus de moyens, je crois qu'on pourrait largement remonter la pente. Les moyens, c'est tout.

Cependant, le groupe a vu Jean Louvet réagir sur ce type de solutions et dire qu'avec un « tempérament de créateur », on peut créer avec rien. Les habitants, forcés de relativiser leurs explications matérialistes, ont du considérer que d'autres explications étaient toujours possibles pour comprendre et remédier au problème du désordre ambiant. Surtout si ce dernier procède de la « liquéfaction des consciences ou de la volonté ». Jean Louvet explique par là l'échec de son projet d'ouvrir un espace de vente et d'exposition pour céramistes. Certains lui ont fait le coup du doublon en disant qu'il y avait peut-être déjà quelque chose qui allait se faire. Et finalement rien ne s'est fait. A La Louvière, comme il dit, « les idées se diluent avec le temps », « on vous dit : « mais tu crois ?, gna, gna, gna » et ça ne se fait pas ». Avec l'application de règlements et la sanction des abus, le déblocage de moyens financiers supplémentaires fait figure de pis-aller.

Pour obtenir cela comme pour poursuivre l'effort d'éducation, selon les habitants, « il faut que ça vienne du haut ». A ces mots, les deux promotrices de santé présentes en réunion s'agitent sur leur chaise. Lorsqu'elles s'autorisent enfin à intervenir, c'est pour dire qu'il faut que cela vienne des gens, « qu'ils soient acteurs de leur propre développement », qu'on ne peut pas tout attendre des institutions et que « les décrets attendent une solution d'en bas ».

Trois habitants se montrent d'emblée réceptifs à leur message en faisant part au groupe de leur prise de responsabilité en matière de santé. La première, professeure de mathématique, dit suivre des formations à l'édu-compostage pour pouvoir conseiller à ses voisins de meilleures façons de recycler leurs déchets plutôt que de les brûler au fond de leur jardin (ce qui est interdit). Le deuxième, professeur de yoga, plaide pour que chacun devienne au moins « acteur de sa maladie » en exerçant un contrôle sur son dossier médical – ce qui lui vaut la résistance sourde de ceux qui estiment qu'il ne faut tout de même pas inverser les rôles. Un troisième, fait remarquer que c'est à chacun à montrer l'exemple, surtout lorsqu'il s'agit d'être un parent responsable :

[Extraits de réunion, 28/01/02]

Michel : moi, je suis encore des cours maintenant, je suis pensionné, j'ai soixante-trois ans et je fais des cycles, pour leur montrer [à ses jeunes enfants] qu'on apprend tout le temps et que je sais me lever pour aller toute la journée à l'école ; parce que l'exemple c'est moi qui dois leur donner, ce n'est pas le professeur. Le professeur, il y a longtemps qu'il a abdiqué, il ne saura pas, il n'est pas soutenu, il n'a pas de moyen. C'est ça qu'on vit. Alors, les solutions, c'est pas dans les palabres, ce n'est pas dans les psychologues qu'on va les trouver non plus. Et on a beau sortir des organismes, des « socio-tout-ça », quand on y va, on a les portes fermées. Moi, je vous ai dit, je reçois, une fois par semaine pendant 2 heures [en tant que bénévole dans une maison médicale], des gens qui ne s'en sortent pas, qu'on leur envoie l'huissier, qui ont eu encore des problèmes, qu'on expulse parce qu'ils ne savent plus payer le loyer. Moi, je n'y connais rien, je prends des renseignements, je leur dis : « allez une fois voir, il y a un service à la commune ou au CPAS ». Le lendemain, ils sont revenus, bien souvent ils ne savent pas très bien s'exprimer, on les envoie autre part, ils sont perdus et c'est fini. Voilà, on ne sait même plus avoir une écoute des personnes qui sont dans le besoin et tout ça. C'est malheureux mais, où est-ce qu'on s'en va, on se le demande ? Moi, je suis content de ne pas avoir l'âge de mes enfants.

Il faudra attendre l'avant-dernière séance avec invité pour qu'une professeure de Tai-Chi relaye avec force le message de la responsabilisation de l'individu et incite le groupe à penser autrement que sous le mode du repli craintif, son rapport entre soi et le

monde. Pour cela, il faut d'abord faire en sorte, explique-t-elle, de mieux se porter (au sens d'adopter certaines postures corporelles). C'est en permettant à chacun de nos organes de prendre leur place que nous pourrions également prendre notre place dans le monde. Mieux respirer c'est aussi être davantage « ici et maintenant ». « Se structurer soi » permet de mieux structurer l'espace dans lequel nous évoluons. Si la société n'est pas intégrée, c'est à l'individu qu'il revient d'être intégré par un travail personnel d'unification de soi qui implique une prise de conscience de son corps, de sa respiration, de l'espace et permet de se libérer de ses tensions, de mieux respirer et finalement de mieux se porter (au sens d'être en meilleure santé).

Comment les habitants vont-ils réagir ? Les sociologues savent que pas mal d'entre eux participent déjà activement aux conditions de leur protection. Certains s'impliquent dans des consultations communales, lancent des pétitions, d'autres mènent une action au conseil communal ou écrivent des lettres de réclamation au bourgmestre. Pourtant ces expériences ne cesseront jamais d'être jugées insatisfaisantes. Les sociologues seront pris à partie pour entendre, lire et décoder les réponses que leur renvoient les autorités communales : le geste dédaigneux d'un conseiller communal qui estime qu'on a déjà trop parlé d'un problème d'expropriation ; le « charabia juridique » censé expliquer l'installation d'un atelier très bruyant en zone d'habitation ; le silence face aux plaintes réitérées concernant l'insalubrité d'un immeuble, etc.

[Extraits de réunion, 28/01/02]

Victor : je crois que l'on nous mène beaucoup pas le bout du nez... Malheureusement, on est mené par le bout du nez partout, par les politiciens...

La professeure de Tai-Chi : mais ne vous laissez pas faire, mais c'est vous qui élisez vos politiciens... !

Victor : mais je suis d'accord avec cela...

La professeure de Tai-Chi : mais alors, qu'est-ce que nous faisons, nous, par rapport à notre santé physiologique, notre santé mentale, notre santé sociale et notre santé citoyenne... Qu'est-ce que nous faisons ? Est-ce que nous prenons les choses à bras-le-corps ? C'est notre responsabilité... Nous avons conscience qu'il y a des dérives et que faisons nous face à ces dérives ? Laissons-nous ce bateau s'en aller comme cela... en disant « je ne veux pas prendre les rames qui sont dans ce bateau »... C'est triste... c'est triste ! Mais vous pouvez prendre les rames ! Et si il n'y a pas de rames, vous pouvez sauter du bateau et essayer de voir si vous ne pouvez pas diriger le bateau différemment... Et vous pouvez essayer de convaincre la personne qui est à côté de vous de vous donner un coup de main.

« Mais pour s'entendre, rétorque un habitant, il faut être deux » et rien n'est moins sûr que la participation du voisin soit au rendez-vous, surtout lorsqu'on est entouré par des « abrutis », des gens « un peu bas de plafond ». C'est encore une affaire de murs entre les personnes qui revient compliquer les choses, une affaire de voisinage, d'envahissement, d'agression, une affaire de niveau d'éducation (où il faut savoir s'abaisser), de psychologie (où il faut savoir écouter) et de communication (où il faut savoir dire non). « Parce qu'il ne faut pas dire qu'il n'y a plus d'agression une fois qu'on a fait des efforts... ». On a beau faire des effort, se responsabiliser n'est pas suffisant. Il faut en outre responsabiliser son voisin, « le faire participer ». Mais comment ? Le discours de l'invitée sur le retour sur soi qui permet de se construire une intériorité conquérante, ne prend pas. « Le problème, c'est que tout est lié » répondront les habitants. La professeure de mathématique dira que son obstination se heurte à l'inconséquence de ses voisins et que le recours à la police s'avère la dernière et la pire des solutions. La personne qui tâche, « en restant zen », de gérer l'envahissement de ses voisins craint quant à elle que cela ne puisse plus durer longtemps tant ils sont « irrécupérables » et qu'« on ne peut quand-même pas tout supporter ».

Leur requête de protection face à tout ce qui menace leur santé n'a rencontré pour l'instant qu'une contre-requête exprimée en terme d'injonction à la responsabilisation. La plupart des invités vont continuer à se relayer pour leur faire savoir qu'il est attendu d'eux « qu'ils cessent de dire on est des paresseux, des nuls », qu'ils se prennent en main, parlent de ce que eux peuvent faire et même qu'ils cessent de parler et agissent. Selon ces invités, que l'individu accède à une plus grande autonomie en oeuvrant à une plus grande maîtrise de soi, et tout ira déjà beaucoup mieux. Selon les habitants, les choses sont encore loin d'être aussi simples. Ils poursuivront leurs efforts pour parvenir à se situer dans ce qu'ils appellent « une chaîne sans fin », pour comprendre leur situation et lui trouver une explication sur laquelle agir. Car il y a selon le groupe de recherche toute une étiologie qui reste à découvrir avant de recourir à la solution la plus simple qu'on ait jamais trouvée pour solutionner les problèmes complexes : l'individu.